

**ARRÊTÉ MUNICIPAL N°15319 PORTANT
RESTRICTION DE LA CIRCULATION RUE
GEORGENTHUM ET RUE ROGER FRANCOIS
LE 31 OCTOBRE 2024 DE 08H00 A 18H00**

Le Maire de Maisons-Alfort,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2212-1, L2213-1 à L2213-5 et L2521-2,

Vu le Code de la Route et notamment les articles R110-1 et suivants, R411-5, R411-8, R411-21-1 et R411-25 à R 411-28,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I) dans sa version consolidée et actualisée,

Vu la demande en date du 24 octobre 2024 par laquelle la société **SEMOFI – 565 rue des Vœux Saint-Georges – 94290 VILLENEUVE LE ROI**, sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public communal pour la réalisation de sondages géotechniques, le 31 octobre 2024,

Considérant la nécessité de réglementer la circulation de la rue Georgethum et de la rue Roger François dans le cadre de réalisation de sondages géotechniques, le 31 octobre 2024.

A R R E T E :

Article 1 –

Le 31 octobre 2024 entre 08h00 et 18h00, la circulation sera ponctuellement interdite rue Georgethum et rue Roger François sur la portion comprise entre l'avenue Gambetta et la rue Georgethum sauf aux véhicules de secours pour le motif suivant : réalisation de sondages géotechniques.

Article 2 –

Le présent arrêté sera affiché 48h avant le début des travaux par la société **SEMOFI – 565 rue des Vœux Saint-Georges – 94290 VILLENEUVE LE ROI** aux extrémités de cette section et pendant toute la durée de ceux-ci.

Il ne pourra être affiché sur le mobilier urbain (candélabres, potelets, bancs, poubelles, plaques de rues, bornes, etc.).

Article 3 –

La signalisation réglementaire matérialisant les dispositions du présent arrêté sera mise en place par la société **SEMOFI – 565 rue des Vœux Saint-Georges – 94290 VILLENEUVE LE ROI** et sera déposée dès la fin de l'intervention.

Article 4 –

Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et les contrevenants poursuivis conformément aux textes réglementaires en vigueur et par les autorités compétentes.

Article 5 –

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun dans un délai de 2 mois à compter de sa date de publication. Il est également possible de saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit être introduit dans les 2 mois qui suivent la réponse. L'absence de réponse au terme de 2 mois vaut rejet implicite.

Article 6 –

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

Monsieur le Directeur Général des Services Municipaux,
Monsieur le Directeur Général des Services Techniques,
Monsieur le Commissaire de Police Nationale,
Monsieur le Commandant de Gendarmerie Nationale,
Monsieur le Responsable de la Police Municipale,

qui sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Maisons-Alfort, le 24 octobre 2024.



**Pour le Maire de Maisons-Alfort,
Conseillère Départementale du Val-de-Marne,
Marie France PARRAIN,
Et par délégation,**

Signé électroniquement par : Olivier SOLER
Date de signature : 25/10/2024
Qualité : Direction Générale des Services

MIS EN LIGNE LE 28/10/2024